

Deux dépêches AEF très instructives sur la manière utilisée pour élaborer les évaluations. La DEPP, service de la statistique et de l'évaluation a été écartée du dispositif au profit de la Dgesco.

AEF : Agence d'information spécialisée dans le domaine de l'éducation

DEPP : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (service statistique de l'éducation mis de côté) <http://www.education.gouv.fr/cid1180/direction-evaluation-prospective-performance.html>

DGESCO : Direction Générale de l'Enseignement Scolaire (service qui définit la politique éducative)
<http://www.education.gouv.fr/cid978/direction-generale-de-l-enseignement-scolaire.html>

AEF Dépêche n°108773

Paris, Mercredi 04 février 2009

Anne Mascret : anne.mascret@aef.info

Ligne directe : 01 53 10 09 84

Domaine : **Enseignement scolaire - Jeunesse**

Évaluations de CM2 : Jean-Louis Nembrini assure travailler en collaboration avec la Depp

Les nouvelles évaluations des acquis des élèves de CM2 ont été élaborées et pilotées par la Dgesco (L'AEF n°107687), direction pédagogique du ministère, et non par la Depp, son service chargé de la statistique et de l'évaluation.

Un "arbitrage du cabinet" que deux anciens membres de la Depp ne comprennent pas et qui posent selon eux des problèmes méthodologiques nuisant à la scientificité de l'outil (L'AEF n°108738).

Jean-Louis Nembrini, directeur général de l'enseignement scolaire, revient pour l'AEF sur la méthode adoptée.

L'AEF: Pourquoi est-ce la Dgesco qui pilote les nouvelles évaluations des acquis des élèves de CM2, rôle traditionnellement dévolu à la Depp?

Jean-Louis Nembrini: Nous travaillons avec la Depp sur ces évaluations, notamment pour assurer la comparabilité dans le temps. Nous avons des réunions très fréquentes avec la Depp à ce sujet.

L'AEF: Qui a conçu ces évaluations?

Jean-Louis Nembrini: C'est un groupe de travail mené par une inspectrice générale et réunissant des maîtres de CM2, des conseillers pédagogiques, des Igen et des IEN.

L'AEF: Avez-vous associé un chercheur, en psychométrie par exemple, susceptible de garantir la scientificité de ces évaluations?

Jean-Louis Nembrini: Nous avons sélectionné des experts en pédagogie, en matière de

programmes. Nous avons désormais des programmes de primaire très clairs et nous devons évaluer si les objectifs fixés sont atteints.

S'agissant de l'aspect scientifique, nous avons testé ces évaluations à

trois reprises auprès de 1 650 élèves, en sélectionnant différents panels d'élèves. Nous avons même fait passer ces tests à des élèves entrant en 6^{ème} pour vérifier que les questions posées étaient pertinentes. Nous avons mis en place ce protocole d'évaluation après avoir opéré de nombreux ajustements au projet initial.

L'AEF: S'agit-il d'une évaluation bilan ou diagnostique?

Jean-Louis Nembrini: Il s'agit exclusivement d'une évaluation bilan. Nous voulons mesurer les compétences et les connaissances des élèves à la fin de leur cursus de primaire.

L'AEF: Pourquoi dès lors la faire passer à tous les élèves de CM2 sachant qu'une évaluation bilan se fait traditionnellement sur échantillon?

Jean-Louis Nembrini: Nous avons choisi une évaluation exhaustive car elle a plusieurs fonctions. Nous voulons notamment que les circonscriptions puissent avoir une image fiable de chacune de leurs écoles. Comment voulez-vous que les inspecteurs d'académie mettent en place les réseaux d'aide, Rased par exemple, s'ils n'ont pas une photographie exacte des besoins dans leur département?

L'AEF: S'il s'agit de faire un bilan, pourquoi placer ces évaluations en milieu d'année?

Jean-Louis Nembrini: Car nous ne voulions pas que ce soit perçu comme un examen d'entrée en 6ème. Les faire en janvier nous laisse une réserve de 5 mois de travail pour mener tous les élèves au niveau attendu.

L'AEF: Il y a donc clairement un objectif de remédiation qui laisse supposer qu'on est également dans de l'évaluation diagnostique?

Jean-Louis Nembrini: Rien ne sert de s'arrêter trop longtemps sur les mots. Nous avons besoin d'un outil objectif, d'un thermomètre qui soit le même pour tous. Nous voulons un bilan le plus solide possible.

L'AEF: Les évaluations de CE1 ont le même objectif affiché que celles de CM2. Pourquoi les faire passer en fin d'année, au mois de mai?

Jean-Louis Nembrini: En CE1, nous pouvons nous permettre de les faire passer à la fin de l'année car les élèves restent à l'école primaire l'année d'après.

L'AEF: En cas de boycott des remontées tel que prôné par certains syndicats enseignants, comment comptez-vous assurer la représentativité de ces évaluations?

Jean-Louis Nembrini: J'attends de voir. On parle de boycott, mais les premières remontées sont massives et les nombreuses critiques a priori que nous avons entendues se sont apaisées. Je pense que si l'on a 500 ou 600 000 remontées sur les 700 000 élèves de CM2 que compte la France, ce sera représentatif!

L'AEF: Qu'advient-il des évaluations diagnostiques menées par la Depp en début de CE2 et 6ème?

Jean-Louis Nembrini: Elles disparaissent. Celle de CE2 n'existe plus depuis 2006, celle de 6ème sera arrêtée à la rentrée prochaine. Mais je précise que les outils demeurent. Si les enseignants ont besoin du diagnostic que permettaient d'établir ces évaluations, nous tenons des banques-outils à leur disposition.

AEF Dépêche n°108738

Paris, Mercredi 04 février 2009 , 18:38:22

Anne Mascret : anne.mascret@aef.info

Ligne directe : 01 53 10 09 84

Évaluations de CM2: "On ne s'improvise pas évaluateur", soulignent deux anciens membres de la Depp

"Il n'y a qu'un point de vue, c'est celui du ministère de l'Éducation nationale, et c'est la Dgesco qui le donne", indique l'entourage du ministre à l'AEF à propos des nouvelles évaluations des acquis des élèves de CM2. Tous les élèves de CM2 ont passé ces tests entre le 19 et le 23 janvier 2009, suscitant des réactions d'opposition de la part des syndicats enseignants (L'AEF n°107651). Ces évaluations ont été élaborées et pilotées par la Dgesco (L'AEF n°108773), direction pédagogique du ministère, et non par la Depp, son organe chargé de la statistique et de l'évaluation.

Un "arbitrage du cabinet" que deux anciens membres de la Depp ne comprennent pas. Jean-Claude Émin était jusqu'en janvier 2008 sous-directeur à l'évaluation et Jacqueline Levasseur responsable du bureau des évaluations des acquis des élèves. Ils sont aujourd'hui tous deux à la retraite.

L'AEF: La confection et le suivi des nouvelles évaluations des acquis de CM2 reviennent à la Dgesco et non à la Depp comme c'est le cas

habituellement. Comment expliquez-vous ce passage de témoin?

Jacqueline Levasseur: Il ne s'agit pas d'un passage de témoin, mais d'une véritable OPA de la part de la Dgesco!

Jean-Claude Émin: Nous sommes dans une situation tout à fait anormale, contraire au partage des tâches entre Depp et Dgesco: la Depp fait les évaluations et la Dgesco conçoit les outils de remédiation nécessaires aux enseignants. En effet, la mission de la Dgesco n'est pas de faire le bilan du niveau des élèves, mais de remédier à leurs difficultés.

L'AEF: Pourquoi considérez-vous problématique que la Dgesco pilote ces évaluations?

Jacqueline Levasseur: Le principal problème est de nature technique et scientifique. C'est faire fi des progrès accomplis par la Depp en matière de méthodologie depuis une dizaine d'années. La Depp est en effet devenue un interlocuteur essentiel de l'OCDE pour l'élaboration de Pisa, ce qui n'est peut-être pas compris par un certain nombre de responsables politiques du ministère.

Jean-Claude Émin: Ce qui m'inquiète, c'est que je ne comprends pas très bien à quoi vont servir ces évaluations. Les finalités ne sont pas claires du tout, la Dgesco confondant évaluation bilan - faire le point sur ce que savent les élèves au niveau national et piloter le système - et évaluation diagnostique - repérer les difficultés des élèves pour ensuite permettre aux enseignants de mettre en place une remédiation dans la classe.

L'AEF: L'un des objectifs affichés par la Dgesco est de permettre aux enseignants de repérer les élèves en difficulté afin de leur faire bénéficier de l'aide individualisée. On est clairement dans de l'évaluation diagnostique?

Jean-Claude Émin: Non, car se pose le problème de la correction, binaire, de ces évaluations. Il n'y a en effet aucune nuance dans la correction, c'est juste ou c'est faux. Cela n'aidera pas les enseignants à caractériser les difficultés des élèves! Ils sauront que X% de leurs élèves rencontrent des difficultés, mais ne sauront pas lesquelles, sauf à reprendre chaque évaluation point par point, ce qu'ils n'auront pas le temps de faire. Ce mode de correction correspond à de l'évaluation bilan.

L'AEF: Le rôle d'évaluation bilan est-il correctement rempli?

Jean-Claude Émin: Qui dit bilan dit évaluation en fin d'année. Cela n'a aucun sens, pour dresser un bilan, de tester en janvier des choses qui n'ont pas encore été abordées en classe! Autre incohérence: une évaluation bilan, destinée à connaître la proportion d'élèves à tel ou tel niveau au plan national, ne se fait pas sur la totalité des élèves mais sur échantillon représentatif, ce qui est beaucoup moins coûteux.

Enfin, se pose le problème de la comparabilité dans le temps. La statistique appliquée à la mesure en éducation ne s'improvise pas. Changer toutes les questions d'une année sur l'autre par exemple n'est pas possible d'un point de vue scientifique si l'on veut faire des comparaisons. Il existe des techniques pour attester de la comparabilité des items, mais cette compétence-là est du côté de la Depp.

Jacqueline Levasseur: Les politiques ne font pas confiance aux statisticiens. Ils ont l'idée qu'en interrogeant toute la population, l'évaluation sera plus fiable que sur échantillon. Or avec les appels à boycott de certaines écoles ou enseignants lancés récemment, je me demande comment la Dgesco compte exploiter les résultats. Ne prendra-t-elle en compte que ce qui remonte, au hasard, ou construira-t-elle un échantillon représentatif pour neutraliser le biais des remontées aléatoires?

L'AEF: Vous évoquez également un problème "déontologique".

Jacqueline Levasseur: Oui, car la Dgesco devient à la fois juge et partie. Il est en effet étonnant que ce soient ceux qui élaborent les programmes scolaires et mettent en oeuvre la politique éducative, qui évaluent.

L'AEF: Le climat à la Depp semble assez agité ces derniers temps (L'AEF n°106149). Une grève a même eu lieu en octobre dernier (L'AEF n°103274). Le fait que la Depp ne soit pas associée à ces évaluations participe-t-il de ce climat?

Jean-Claude Émin: Tout cela me paraît assez grave et pas satisfaisant du tout sur le plan scientifique. J'ai l'impression que cela participe d'une volonté politique de déconsidérer la Depp, comme le fait que cette dernière n'a plus de programme de travail public depuis trois ans et qu'il y a un embargo sur toute une série de ses publications.

Jacqueline Levasseur: Le temps du politique n'est pas celui du chercheur. La Depp, même si elle a réussi à avoir un rythme accéléré ces dernières années, applique une méthodologie et s'impose des contraintes que les responsables de la politique pédagogique jugent excessives, mais qui sont pourtant essentielles pour garantir la scientificité des résultats. Il est par exemple indispensable de mener une expérimentation rigoureuse des tests avant de les généraliser. Or là, prise par le temps, la Dgesco n'a pas pu le faire. On ne s'improvise pas évaluateur.

Lire aussi dans les dépêches :

L'AEF du 15 janvier 2009, n° 107687

Les évaluations de CE1 et CM2 "*donneront une image objective et fiable des compétences des élèves*" selon la Dgesco